

Non à la subvention salariale pour financer les partis politiques;

LE BLOC QUÉBÉCOIS N'ENTEND PAS LÂCHER PRISE!

CIRCONSCRIPTION DE MONTARVILLE, le 9 novembre 2020 – Le député fédéral de Montarville, M. Stéphane Bergeron, déplore vivement que la proposition du Bloc Québécois visant à retirer aux partis politiques la subvention salariale destinée aux entreprises et aux organisations à but non lucratif en difficulté ait été défaite à la Chambre des communes, le 6 novembre dernier, par le vote combiné des députés libéraux et néo-démocrates. Le parti a néanmoins indiqué qu'il continuerait à faire appel au bon sens des autres formations politiques pour mettre un terme à cette pratique rien de moins qu'indécente.

«En cette pandémie de COVID-19, alors que les PME, les organismes, les aînées et aînés crient toujours “à l'aide”, voilà que le parti libéral du Canada et le nouveau parti démocratique, qui profitent toujours de la subvention salariale destinée aux entreprises et aux organismes à but non-lucratif en difficulté, ont manqué une belle occasion de mettre un terme à cette odieuse utilisation partisane de fonds publics. Sans la moindre gêne, ils voté, Justin Trudeau en tête, contre l'amendement proposé par le Bloc Québécois visant à retirer les partis politiques de la liste des entités éligibles à cette prestation d'urgence», de déclarer M. Bergeron.

En effet, c'est au moment de l'adoption du projet de loi C-9, ayant notamment pour effet de prolonger certaines mesures de soutien jusqu'en juin 2021, que le Bloc Québécois a présenté un amendement pour que les partis politiques ne soient plus admissibles à la prestation salariale d'urgence. Le parti libéral du Canada, le nouveau parti démocrate et le parti vert s'y sont opposés, invoquant le prétexte fallacieux d'un mauvais libellé.

«Nous les prenons aux mots! Nous modifierons donc le libellé jusqu'à ce qu'ils n'aient plus le moindre prétexte pour leur permettre d'éviter qu'il soit adopté majoritairement. Entre-temps, par contre, les partis politiques qui bénéficient indûment de ce programme de subvention d'urgence continueront d'encaisser d'importantes sommes pigées dans les poches des contribuables... Rappelons que, cette année seulement, ces trois formations politiques réunies ont accumulé pas moins de 27 millions de dollars en dons de la part de leurs sympathisants. À ces dons s'ajoutent donc des deniers publics leur permettant de préparer leur prochaine campagne électorale. C'est ainsi que les libéraux touchent 210 000\$, les néo-démocrates 66 000\$ et les verts 75 000\$ de plus... par mois! C'est d'autant plus scandaleux que les libéraux semblent avoir conçu ce programme sur mesure pour eux-mêmes...»

«Ces partis politiques ont les reins assez solides pour assurer la rémunération de leurs employés. Il n'est nul besoin de demander aux contribuables de payer leur personnel. Chaque dollar perçu est un dollar dont une entreprise ou un organisme réellement en difficulté pourrait avoir besoin, un dollar qui s'ajoute au colossal déficit que les libéraux sont en train de creuser et dont ils laisseront le très lourd fardeau aux générations futures. Ils devraient avoir honte; mais non; ils pigent dans les coffres de l'État avec un sans-gêne déconcertant, comme si cet argent leur appartenait», de conclure, indigné, Stéphane Bergeron.

– 30 –

Source: Pascale Guilbault, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron
@ pascale.guilbault.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)